



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA MOSELLE

DIRECTION DE
L'ADMINISTRATION
GENERALE

Bureau de
l'Environnement

Affaire suivie par Mme FAUVEL
☎ 03.87.34.85.30 – FF



ARRETE

N° 2001-AG/2- 357

en date du 19 OCT. 2001

prescrivant la consignation à la SARL BOYON d'une somme de 31 814 francs (trente et un mille huit cent quatorze francs) répondant du montant des travaux visés à l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 2000/AG/2-162 du 25 mai 2000.

**LE PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA MOSELLE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

Vu le code de l'environnement Titre 1^{er} Livre V, notamment son article L.514 -1 relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2000/AG/2-162 du 25 mai 2000 mettant en demeure la société BOYON de supprimer le dépôt qu'elle exploite à MARLY, sous deux mois, de remettre le site en état et produire sous trois mois un mémoire à réaliser par un organisme compétent ;

Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 6 août 2001 ;

Considérant que la SARL BOYON Jean-Claude, sise 2 rue de la Seille à MARLY devait présenter en application de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 25 mai 2000 susvisé pour le 25 août 2000 à l'inspecteur des installations classées un mémoire sur la remise en état du site du dépôt de déchets qu'elle exploite au lieu dit « Haut de Vannonchamp » à MARLY ;

Considérant la proposition faite le 17 novembre 2000 par l'APAVE à la SARL BOYON Jean-Claude pour la réalisation d'une évaluation simplifiée des risques ;

Considérant la commande passée le 12 décembre 2000 par M. BOYON à l'APAVE pour la réalisation d'une évaluation simplifiée des risques pour un montant de 26 600 francs HT ;

Considérant que la SARL BOYON Jean-Claude n'a pas présenté à l'inspecteur des installations classées le mémoire précité dans le délai imparti ;

Considérant dès lors que la SARL BOYON Jean-Claude ne respecte pas les prescriptions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 2000/AG/2 -162 du 25 mai 2000 ;

Vu les observations émises le 30 août 2001 par Maîtres REISS et POUJOL assurant la défense des intérêts de la société BOYON ;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 8 octobre 2001 ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la MOSELLE ;

ARRETE

Article 1er: La SARL BOYON Jean-Claude consignera entre les mains d'un comptable public une somme de de 31 814 Francs (trente et un mille huit cent quatorze francs) répondant du montant des travaux visés à l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 2000 AG/2- 162 du 25 mai 2000.

Article 2 : La somme consignée visée à l'article 1er du présent arrêté sera restituée à la SARL BOYON Jean-Claude à l'exécution des travaux prescrits c'est à dire après présentation à l'inspecteur des installations classées du mémoire visé à l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 2000/AG/2 - 162 du 25 mai 2000 et sous réserve que le mémoire corresponde aux exigences définies par ce même article 2.

Article 3 : Faute pour la SARL BOYON Jean-Claude de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des poursuites pénales, des sanctions administratives prévues à l'article L.514.1 du code de l'environnement.

Article 4.-

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle,

Le Trésorier Payeur Général de la Moselle,

Les Inspecteurs des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement,

Le Sous-Préfet de Metz-Campagne,

Le Maire de Marly

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de STRASBOURG par le demandeur ou l'exploitant, dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

METZ, le 19 OCT. 2001

LE PREFET
Pour le Préfet
Le Secrétaire Général,

Marc-André GANIBENO

